



## **Discours du Président Jean-Claude Juncker lors du débat au Parlement européen sur les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 23 avril: "S'attaquer à la crise migratoire"**

Strasbourg, 29 April 2015

Monsieur le Président du Conseil européen,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

La réponse à la tragédie humaine à laquelle nous avons assisté dans la Méditerranée a été immédiate mais elle reste insuffisante.

Je me félicite du fait que la proposition que j'avais faite au nom de la Commission de tripler le budget affecté à la mission Triton, en dépit de quelques hésitations initiales, ait été suivie par les membres du Conseil.

Nous corrigeons vers le haut les moyens budgétaires affectés à la mission Triton pour la porter à un montant de 120 millions d'euros. Ce montant correspond exactement au budget qui fut affecté à la mission Mare Nostrum.

Nous rétablissons donc une avancée que nous avons perdue en cours de route. Ce fut une grave erreur que d'avoir mis un terme à la mission Mare Nostrum. Elle a coûté des vies humaines.

L'Italie seule a financé la mission Mare Nostrum; dorénavant c'est le budget européen et les contributions nationales de tous qui vont financer la mission Triton. C'est en fait le retour à la normalité. Il ne fut pas normal d'avoir laissé aux seuls soins de l'Italie le financement de la mission Mare Nostrum.

Je lis parfois, alors que c'est inexact, raison pour laquelle cette information est sans cesse répétée, que le mandat de Frontex se limiterait aux opérations de sauvetage dans les eaux territoriales des Etats membres concernés. Ce n'est pas vrai. Le mandat de Frontex est autrement plus large. Je vous épargnerai le détail mais nous n'avons pas à élargir et à changer le mandat de Frontex. Demain, si telle est la volonté de tous, et déjà cela se fait par endroits et par occasions, Frontex pourra intervenir dans les eaux internationales, ce qui n'est que normal. Nous n'avons pas à élargir le mandat, mais nous devons assurer et mettre à la disposition de la mission les moyens dont elle a besoin pour pouvoir intervenir en haute mer.

J'ai dit que la réponse du Conseil européen fut immédiate mais qu'elle ne fut pas suffisante, je veux dire par là que les conclusions que nous avons adoptées lors du Conseil extraordinaire restent inférieures au niveau d'ambition qui aurait dû être le nôtre. Je m'explique.

Il ne suffit pas de combattre les symptômes de la crise, comme Monsieur Tusk l'a dit, il est essentiel de tout faire pour éviter que des gens malheureux doivent prendre le bateau. Il faut sauver des biographies sur place au lieu d'assister impuissamment à l'auto-destruction des biographies en Méditerranée. Il faut qu'à tout prix les Etats membres augmentent leur aide au développement. C'est essentiel.

Il sera nécessaire que le Conseil européen, comme le Président du Conseil vient de l'indiquer, revienne aux sujets qui ont alimenté notre débat de jeudi dernier.

Moi je plaiderai, ensemble avec le Commissaire en charge, Monsieur Avramopoulos, pour la mise en place d'un système de quotas. Je l'avais proposé lors du dernier Conseil européen extraordinaire. Il aurait fallu que nous indiquions notre volonté collective de régler la répartition géographique sur toute l'Europe des réfugiés. Il faudra le faire. On ne peut pas laisser aux seuls soins des Etats membres directement concernés la gestion de la relocalisation des réfugiés.

Il s'agit de solidarité partagée. A vrai dire moi j'en ai assez des poèmes. Ich mag Betroffensheitsrhetorik am Anfang, aber nicht Betroffensheitsrhetorik auf Dauer. Nous proposerons le 13 mai un système de relocalisation à travers toute l'Union européenne. La solidarité doit être partagée.

Et nous devons, en toute urgence, nous occuper des questions gravitant autour de la notion de migration légale. Si nous n'ouvrons pas, ne fût-ce qu'à moitié, la porte d'entrée, il ne faut pas faire le

surpris lorsque des malheureux de la planète entière entrent par effraction par la fenêtre. Il faut ouvrir les portes pour éviter qu'on entre par les fenêtres.

On ne peut pas dire: "nous ne pouvons pas accepter toute la misère du monde " – pour citer un de vos collègues, ancien Premier ministre socialiste français – et dire en même temps qu'il ne faut pas s'occuper de migration légale. La migration légale fait partie de la solution à moyen terme et donc il faut agir sur cela.

Nun weiß ich auch, Herr Präsident, dass viele Teile der öffentlichen Meinung uns, die Europäische Union, zu schnellem Handeln auffordern, dass wir jetzt alles tun, was das Herz "gebietet".

Wir müssen aber auch wissen, in 6 Monaten wird die öffentliche Meinung sich wieder in eine andere Richtung bewegen.

Ich hätte gerne, dass alle, die jetzt mit uns einverstanden sind, für legale Migration zu plädieren, und ein europäisches Quotensystem einzuführen, auch noch zu ihren heutigen Worten stehen, wenn die öffentliche Meinung sich wieder gedreht hat.

Jeder weiß hier, dass der europäische Kontinent nicht die einzige und alleinige Anlaufstelle für die Armutsbekämpfung und Hungerbekämpfung in der Welt sein kann.

Aber wir müssen als reichster Kontinent unseren Teil dazu beitragen, dass Menschen die sich, von der Not getrieben, in Boote setzen, nicht vor unseren Küsten ertrinken. Das ist unsere gemeinsame Aufgabe!

SPEECH/15/4896

General public inquiries:

[Europe Direct](#) by phone [00 800 67 89 10 11](tel:0080067891011) or by [email](#)